

Pour diffusion immédiate

Jeudi 13 mars 2025

Contact : Nick Voutsinos

Courriel : nvoutsinos@afscme.org

La Cour fédérale ordonne la réintégration des employés fédéraux en période d'essai licenciés

SAN FRANCISCO – Aujourd'hui, le tribunal de district américain pour le district nord de la Californie, présidé par le juge William H. Alsup, a accordé une injonction préliminaire élargissant une ordonnance de restriction temporaire contre le Bureau de gestion du personnel (OPM) et son directeur par intérim, Charles Ezell, jugeant le licenciement d'employés fédéraux en période d'essai illégal parce que l'OPM n'avait pas l'autorité de l'ordonner.

Le juge a ordonné la réintégration immédiate des employés stagiaires licenciés des ministères des Anciens Combattants, de l'Agriculture, de l'Intérieur, de l'Énergie, de la Défense et du Trésor. Ces agences doivent cesser de licencier des employés stagiaires, avec effet immédiat. Le juge a également interdit à l'OPM de donner des directives aux agences fédérales sur les employés à licencier. Les agences doivent également fournir un rapport de conformité au tribunal. Le juge a également autorisé les dépositions et ordonné des informations complémentaires sur la disponibilité effective de la voie administrative pour les travailleurs licenciés, ou si elle a été détruite par les licenciements de membres de la Commission d'appel et du Bureau du conseiller spécial.

Français Les plaignants dans cette affaire sont l' [American Federation of Government Employees \(AFGE\)](#) ; l'[American Federation of State, County and Municipal Employees \(AFSCME\)](#) ; la [Main Street Alliance](#) ; la [Coalition to Protect America's National Parks](#) ; le [Common Defense Civic Engagement](#) ; le [Western Watersheds Project](#) ; l'[AFGE Local 1216](#) ; l'[AFGE Local 2110](#) ; [VoteVets](#) ; [CommonDefense.us](#) ; et l'[United Nurses Associations of California/Union of Health Care Professionals \(UNAC/UHCP\)](#) , l'[American Public Health Association](#) ; l'[American Geophysical Union](#) ; l' [Association of Flight Attendants-CWA, l'AFL-CIO](#) ; [les Climate Resilient Communities](#) ; et [Point Blue Conservation Science](#) . Les plaignants sont représentés par le cabinet d'avocats [Altshuler Berzon LLP](#) et le [State Democracy Defenders Fund \(SDDF\)](#) . L'État de Washington est représenté par le **procureur général de l'État de Washington, Nick Brown** .

Les plaignants ont réagi de la manière suivante à la décision :

« L'AFGE se réjouit de l'ordonnance du juge Alsup de réintégrer immédiatement des dizaines de milliers d'employés fédéraux en période d'essai, licenciés illégalement par une administration déterminée à paralyser les agences fédérales et leur travail au service du public américain », a **déclaré Everett Kelley, président national de la Fédération américaine des employés du gouvernement** . « Nous sommes reconnaissants envers ces employés et le travail essentiel qu'ils accomplissent, et l'AFGE poursuivra le combat jusqu'à ce que tous les employés fédéraux injustement et illégalement licenciés retrouvent leur emploi. »

« Les fonctionnaires sont le pilier de nos communautés à tous égards. Aujourd'hui, nous sommes fiers de célébrer la décision de justice qui ordonne la réintégration des fonctionnaires fédéraux licenciés et réaffirme qu'ils ne peuvent être licenciés sans motif. C'est une victoire majeure pour tous les travailleurs, en particulier les membres de l'AFSCME, de l'United Nurses Association of California et du Council 20, qui pourront poursuivre leur travail essentiel au sein du ministère de l'Agriculture, du ministère des Anciens Combattants et d'autres agences », a **déclaré Lee Saunders, président de l'AFSCME**.

« Le licenciement massif d'employés de la fonction publique constitue une attaque directe contre le mouvement pour la justice environnementale et portera préjudice aux populations vivant dans des communautés fortement polluées. La décision d'aujourd'hui représente une victoire majeure pour notre mouvement, car notre travail vital ne peut se poursuivre sans l'infrastructure vitale et le soutien de nos employés fédéraux », a déclaré **Violet Wulf-Saena, fondatrice et directrice générale de Climate Resilient Communities.**

« Les fonctionnaires ne travaillent pas en vase clos. Leurs efforts, notamment ceux de la SBA, impactent chaque jour la vie de millions de propriétaires de petites entreprises. Par conséquent, toute attaque contre les fonctionnaires est une attaque contre l'économie américaine dans son ensemble », a déclaré **Richard Trent, directeur exécutif de la Main Street Alliance.** « La décision d'aujourd'hui apporte un peu plus de stabilité à un écosystème économique bouleversé et plongé dans le chaos ces deux derniers mois. »

« La décision rendue aujourd'hui par le juge Alsup constitue une victoire importante pour les employés du Service des parcs nationaux licenciés à tort », a déclaré **Phil Francis, président du Conseil exécutif de la Coalition pour la protection des parcs nationaux américains.** « Ces employés en période d'essai doivent être réintégrés immédiatement et peuvent se consacrer à l'importante mission de protection des ressources et des histoires irremplaçables qui se trouvent dans plus de 430 parcs nationaux. Nous savons que d'autres combats nous attendent et nous sommes reconnaissants du dévouement et de la passion indéfectibles de nos employés du Service des parcs nationaux, qui continuent de protéger nos parcs pour les générations futures. »

« Les récents licenciements massifs ont touché de manière disproportionnée les vétérans, entraînant des pertes d'emploi et une incertitude accrue. Cette décision est une victoire pour les vétérans touchés qui dépendent de l'emploi fédéral pour leur stabilité, et ces coupes budgétaires ont perturbé leurs moyens de subsistance », a déclaré **le major-général (retraité) Paul Eaton, président du Fonds d'action VoteVets.**

La science repose sur des professionnels dévoués qui se consacrent à des découvertes solides et à des solutions innovantes. La décision d'aujourd'hui reconnaît leur rôle essentiel dans notre monde. Nous sommes impatients de poursuivre notre combat pour les fonctionnaires fédéraux et de constater que les licenciements ordonnés par l'OPM ont des conséquences néfastes considérables sur les communautés du pays qui dépendent de leur travail. – Déclaration de **l'American Geophysical Union**

« Ces licenciements massifs d'employés fédéraux ne constituaient pas seulement une attaque contre les agences gouvernementales et leur capacité à fonctionner, mais aussi une atteinte directe aux terres publiques, à la faune et à l'État de droit », a déclaré **Erik Molvar, directeur exécutif du Western Watersheds Project.** « Ce n'est que la première vague d'attaques d'une campagne plus vaste menée par l'administration Trump et son cartel DOGE pour saboter notre gouvernement et démanteler les protections des terres et de la faune américaines. Mais grâce aux tribunaux fédéraux, notre coalition a repoussé cette attaque, et le juge a maintenant ordonné aux agences fédérales de réembaucher les employés licenciés illégalement. Nous continuerons de riposter – sans relâche – contre les attaques contre les terres publiques et la faune de l'Ouest. »

« C'est une victoire pour les milliers de fonctionnaires qui assurent le fonctionnement de notre pays, pour les anciens combattants et leurs familles qui dépendent du ministère des Anciens Combattants et d'autres agences, et pour les millions d'Américains qui dépendent des services gouvernementaux essentiels », a déclaré **José Vasquez, directeur exécutif de Common Defense.** « La décision de la Cour met fin à un coup de force flagrant qui menaçait de saper des services essentiels, des soins de

santé des anciens combattants aux secours en cas de catastrophe. Aujourd'hui, la justice a prévalu, mais notre combat continue pour qu'aucune administration ne puisse plus jamais manipuler politiquement les moyens de subsistance de ceux qui servent notre pays et nos communautés. »

« La loi stipule clairement que l'OPM n'a pas le pouvoir d'ordonner aux agences fédérales de licencier leurs employés. La décision d'aujourd'hui constitue une première étape importante pour tenir cette administration responsable de ces actes illégaux », a déclaré **Danielle Leonard, Altshuler Berzon, représentante des plaignants** .

« La décision d'aujourd'hui constitue une victoire importante pour les droits des fonctionnaires fédéraux. Le travail accompli par les plaignants, mené par les syndicats de la fonction publique, les petites entreprises, les anciens combattants et les organisations de protection de l'environnement, a été extraordinaire et inlassable », a déclaré **Norm Eisen, président exécutif du State Democracy Defenders Fund**. « Ensemble, nous continuerons à demander des comptes à cette administration, où et quand elle tentera de porter atteinte aux droits du peuple américain sous le couvert cynique de réformes. »

Les 1,4 million de membres de l'AFSCME fournissent les services essentiels qui font de l'Amérique un monde meilleur. Avec des membres répartis dans tout le pays et exerçant des centaines de professions différentes – des infirmiers aux agents pénitentiaires, des puéricultrices aux agents d'assainissement – l'AFSCME défend l'équité au travail, l'excellence des services publics et la liberté et les opportunités pour toutes les familles qui travaillent.

###

Fédération américaine des employés des États, des comtés et des municipalités, AFL-CIO
1625 L Street, NW Washington, DC 20036-5687
Téléphone : (202) 429-1145
Fax : (202) 429-1120